



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/39/553  
11 octobre 1984  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-neuvième session  
Point 59 1) de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTÉES  
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE :  
CONSEIL CONSULTATIF POUR LES ETUDES SUR LE DESARMEMENT

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Directeur de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement sur les activités de l'Institut.

ANNEXE

Rapport du Directeur de l'Institut de recherche des Nations Unies  
 sur le désarmement

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
I. INTRODUCTION .....	1 - 3	4
II. PROJETS ACHEVES .....	4 - 55	4
A. Rapports demandés par l'Assemblée générale ...	4 - 24	4
1. Etablissement d'un fonds international du désarmement pour le développement .....	4 - 18	4
2. Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud ..	19 - 24	7
B. Etudes faites dans le cadre du programme approuvé par le Conseil d'administration de l'Institut .....	25 - 55	9
1. Hypothèses et vues en matière de désarmement .....	25 - 31	9
2. Etude d'ensemble des armes chimiques ....	32 - 35	10
3. L'effet stratégique et politique des nouvelles techniques dans le domaine des armements classiques .....	36 - 40	11
4. Etude sur les réductions négociées des armements nucléaires .....	41 - 44	12
5. Questions conceptuelles concernant la sécurité européenne, la limitation des armements et les mesures destinées à accroître la confiance .....	45 - 46	12
6. Le droit à la paix .....	47 - 48	13
7. La sécurité des Etats et la réduction des niveaux d'armements .....	49	13
8. Colloque sur les armements affectant l'environnement .....	50 - 53	13
9. La dénucléarisation des Balkans .....	54 - 55	13

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
III. ACTIVITES EN COURS .....	56 - 72	14
A. Limitation des utilisations militaires de l'espace extra-atmosphérique .....	56 - 57	14
B. Droit international du désarmement .....	58 - 59	14
C. Non-prolifération des armes nucléaires .....	60 - 61	15
D. Etude sur la vérification de l'application des traités .....	62	15
E. Interdiction des essais d'armes nucléaires ...	63	16
F. Facteurs subjectifs du désarmement : perceptions, formation de concepts, styles du discours et implications .....	64	16
G. Dépendance à l'égard des transferts d'armements .....	65 - 67	16
H. La sécurité des Etats et la réduction des stocks d'armes .....	68	17
I. Désarmement .....	69	17
J. Limitation des armements .....	70	17
K. Conférences/colloques/symposiums .....	71	17
L. Programme de bourses d'études .....	72	17
IV. RELATIONS EXTERIEURES .....	73 - 80	18
V. CONCLUSIONS .....	81 - 86	19

## I. INTRODUCTION

1. Le premier rapport du Directeur de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement sur les activités de l'Institut a été présenté conformément à la résolution 37/99 K, section IV, de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1982 (A/38/475, annexe).
2. Le présent rapport, qui porte sur la période postérieure à l'établissement du rapport susmentionné, décrit les activités de l'Institut entre septembre 1983 et août 1984.
3. On trouvera dans le rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/39/549 une présentation des activités du Conseil consultatif du Secrétaire général pour les études sur le désarmement qui, agissant en tant que conseil d'administration de l'Institut, a examiné des questions comme le projet de statut de l'Institut, le programme de recherche, et le financement des activités de l'Institut.

## II. PROJETS ACHEVES

### A. Rapports demandés par l'Assemblée générale

#### 1. Etablissement d'un fonds international du désarmement pour le développement

4. Conformément à la résolution 37/84 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1982, l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement a établi un rapport sur la création d'un fonds international du désarmement pour le développement, qui a été présenté à l'Assemblée générale (A/39/229).
5. Afin de mener sa tâche à bien, l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement a créé un groupe directeur pour orienter la recherche. Ce groupe était composé des personnalités suivantes : Mansur Ahmad (Pakistan), Gheorghe Dolgu (Roumanie), Sergio de Queiroz Duarte (Brésil), Edgar Faure (France), Sten Lundbo (Norvège) et Ibrahima Sy (Sénégal).
6. Le rapport de l'Institut se compose de sept parties :
  - a) Les objectifs du fonds;
  - b) Les ressources du fonds;
  - c) La répartition des ressources;
  - d) La structure du fonds;
  - e) Le processus d'établissement du fonds;
  - f) Conclusion.

7. Le rapport dégage trois objectifs pour le fonds. En premier lieu, la création du fonds aurait pour effet de concrétiser le lien entre le désarmement et le développement. En effet, si ce lien est généralement admis sous l'angle théorique et normatif, les efforts en faveur du désarmement, d'une part, et du développement d'autre part, demeurent séparés et aucune conséquence n'est tirée de la complémentarité de ces deux domaines. La mise en place d'une institution qui, par sa dénomination et sa fonction, associerait le désarmement et le développement aurait donc une portée politique et symbolique quant à la conjugaison de ces deux préoccupations majeures.

8. La création du fonds aurait, en second lieu, pour objectif d'amorcer un processus de transfert vers le développement des ressources consacrées aux armements. Des moyens considérables sont dévolus aux efforts militaires, qui absorbent 5 p. 100 du produit national brut global des pays du monde, tandis que des moyens beaucoup plus limités sont consacrés à l'aide publique au développement. Il s'agit donc d'assurer le transfert du premier flux vers le second et on peut penser que les mesures et les initiatives liées à l'institution du fonds permettraient de démarrer un mouvement en ce sens.

9. On peut espérer, enfin, que la création d'un fonds international du désarmement pour le développement exercerait une influence positive sur le climat des relations internationales.

10. Il semblerait souhaitable que tous les Etats aient vocation à contribuer au fonds et qu'un système soit défini, qui confère la responsabilité principale de la mobilisation des ressources à certains d'entre eux. Il serait possible de retenir, à cet égard, le concept d'Etats ayant la responsabilité principale, qui peut être défini en fonction de données juridiques (qualité d'Etats membres du Conseil de sécurité), mais aussi en fonction de données ayant trait aux armements, ou encore de considérations économiques. Sans méconnaître les grandes difficultés que soulèvent la détermination et la définition des principales catégories de contributeurs, on peut en retenir deux : a) les Etats membres permanents du Conseil de sécurité et b) les principales puissances militaires.

11. Quant à la méthode devant servir à déterminer les contributions, le rapport envisage plusieurs possibilités, comme la perception d'un impôt sur les armements ou l'affectation d'une partie des ressources économisées grâce à des mesures de désarmement, et conclut que dans les circonstances présentes, la méthode des contributions volontaires, en harmonie avec une programmation négociée des ressources du fonds, permettrait, au moins dans un premier stade, d'amorcer un processus de transfert des ressources du désarmement vers le développement.

12. On considère que, les bénéficiaires des ressources qui seront distribuées par le fonds étant principalement les pays en développement, il convient d'établir parmi ceux-ci des catégories prioritaires, de même que des catégories de contributeurs ont été suggérées ci-dessus. Des critères relativement simples devraient être fixés à ce sujet et il faudrait distinguer les trois catégories suivantes :

a) Les pays les moins avancés, dont l'aptitude à bénéficier des ressources du fonds résulte de l'étendue et de l'urgence de leurs besoins en matière de développement;

/...

b) Les pays qui réduisent leurs dépenses militaires et qui font donc un effort dans la voie du désarmement. De même que les pays les plus armés ont été retenus parmi les contributeurs, il paraît logique de faire figurer parmi les bénéficiaires les pays les moins armés et ceux qui s'attachent à assurer leur sécurité par des voies non militaires et, donc, en entretenant des relations amicales et pacifiques avec leurs voisins et, d'une façon plus générale, avec les autres Etats;

c) Les pays qui font eux-mêmes un effort de développement particulièrement remarquable et qui méritent donc d'être encouragés à ce titre.

13. Les choix, quant à la structure du fonds, sont dominés par les deux considérations suivantes :

a) Dès lors que l'une des fonctions du fonds est de concrétiser le lien entre le désarmement et le développement et de témoigner d'un engagement de la communauté internationale à cet égard, le fonds doit bénéficier d'une visibilité suffisante et, par là même, d'une certaine autonomie;

b) Il convient, en revanche, d'éviter le développement d'un appareil administratif et bureaucratique excessif qui serait appelé à ne gérer que des ressources limitées.

14. Si le fonds dispose de ressources importantes, on peut envisager de créer une institution autonome chargée de le gérer. Il conviendrait dans ce cas de retenir les principes de l'universalité de la participation, de la représentation équitable des contributeurs et des bénéficiaires et du recrutement d'administrateurs ayant de l'expérience dans le domaine du désarmement et dans celui du développement.

15. Dans une phase initiale, et surtout dans l'hypothèse où les ressources du fonds demeureraient limitées, le fonds pourrait être rattaché à un organisme s'occupant d'aide au développement.

16. Selon les consultations poursuivies à ce sujet, au sein de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement, il est apparu que l'organisation économique internationale paraissant la plus capable de gérer le fonds serait le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui dispose d'une administration hautement qualifiée, d'une capacité d'action suffisante pour s'acquitter des tâches nouvelles que la gestion du fonds impliquerait et d'une grande expérience dans le domaine de l'aide au développement.

17. Il semblerait souhaitable de constituer le fonds sans nécessairement attendre que des ressources soient libérées par les mesures de désarmement en cours. On peut concevoir que le fonds soit créé par une résolution adoptée par l'Assemblée générale, suivie de l'ouverture d'un compte spécial. Dans ce cas, le fonds aurait la qualité d'organe subsidiaire de l'Assemblée. Cette méthode, toutefois, ne doit être retenue que dans la mesure où le fonds procéderait exclusivement de contributions volontaires. Il ne serait pas, en effet, juridiquement et politiquement possible de susciter des moyens autres que volontaires sur la base d'une recommandation qui n'aurait pas de caractère obligatoire. Une résolution, toutefois, qui ferait appel aux Etats Membres afin qu'ils apportent des ressources

au fonds pourrait déterminer des critères indicatifs, tant en ce qui concerne les catégories de contribuants que les bases sur lesquelles les contributions devraient être fondées. Le fonds pourrait également procéder d'un accord international par lequel les Etats s'engageraient à lui procurer des ressources.

18. Le rapport aboutit à trois conclusions fondamentales :

a) La création d'un fonds du désarmement pour le développement est souhaitable pour concrétiser le lien reconnu entre le désarmement et le développement et pour amorcer un processus de transfert des ressources actuellement consacrées aux armements vers le développement;

b) L'établissement du fonds appelle des étapes successives tant sous l'angle des procédés par lesquels ses ressources pourraient être mobilisées qu'au sujet de sa structure administrative;

c) Le fonds, en revanche, ne saurait être établi sans que des ressources suffisantes lui soient assurées dès sa phase initiale.

## 2. Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud

19. Conformément à la résolution 38/181 A de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1983, l'Institut a établi un rapport sur le développement que continue de connaître la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, et l'a soumis à l'Assemblée générale (A/39/470).

20. Le rapport fournit, sous une forme concise et concrète, des données et des informations sur la poursuite du développement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Il porte principalement sur les points ci-après, qui sont révélateurs de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud :

a) Uranium, ressources et production;

b) Enrichissement de l'uranium;

c) Recherche nucléaire;

d) Centrales nucléaires;

e) Cadre de la politique nucléaire.

21. On y décrit également les faits récents intéressant l'application des garanties en Afrique du Sud.

22. Le rapport a été établi en coopération avec le Département des affaires de désarmement et en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA); l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a également prêté son concours.

23. On a utilisé, pour l'établissement du rapport, des informations publiées Provenant essentiellement de sources gouvernementales ou d'organisations internationales.

24. Les conclusions générales ci-après se sont dégagées :

- a) Entre 1978 et 1982, la production d'uranium en Afrique du Sud et en Namibie\* a augmenté d'environ 50 p. 100 par rapport aux chiffres donnés dans le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale intitulé "Plan et capacité d'action de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire" (A/35/402 et Corr.1);
- b) Une usine pilote d'enrichissement est en activité depuis 8 à 10 ans et fournit de l'uranium fortement enrichi pour le réacteur SAFARI-I et pour d'autres usages inconnus. Elle permet d'acquérir une expérience pratique qui est importante pour la poursuite de la mise au point des techniques d'enrichissement et pour la préparation de la phase opérationnelle d'une usine d'enrichissement semi-commerciale, en voie d'achèvement;
- c) Le premier réacteur de la centrale nucléaire de Koeberg - Koeberg-I - a été mis en service en mars 1984 et un deuxième réacteur Koeberg-II doit être achevé en 1984;
- d) Les activités de recherche-développement en matière de technologie du combustible visant à permettre à l'Afrique du Sud de produire son propre combustible nucléaire se poursuivent. Un laboratoire de haute activité est en cours de construction à Pelindaba;
- e) Il a été décidé de créer un nouveau centre de recherche nucléaire, mais aucun programme n'a été publié pour ce centre;
- f) Une nouvelle loi est entrée en vigueur et une réorganisation des structures a eu lieu, en vue de renforcer le contrôle et l'administration du programme nucléaire de l'Afrique du Sud;
- g) L'Afrique du Sud a fait savoir qu'elle était prête à reprendre les entretiens avec le secrétariat de l'AIEA sur les garanties auxquelles serait soumise son usine d'enrichissement semi-commerciale, mais non son usine pilote d'enrichissement. Elle a également rendu publique sa politique dans le domaine de l'exportation de matières nucléaires;
- h) L'Afrique du Sud continue d'avoir la capacité technique de fabriquer des armes nucléaires.

---

\* Les mentions de la Namibie dans le rapport tiennent au fait que l'Afrique du Sud continue à occuper et exploiter illégalement ce pays et ses ressources et n'emportent pas acceptation du statut actuel de la Namibie.



B. Etudes faites dans le cadre du programme approuvé par  
le Conseil d'administration de l'Institut

1. Hypothèses et vues en matière de désarmement

25. Ce document est une étude d'ensemble sur les facteurs subjectifs en matière de désarmement, tels qu'ils apparaissent dans le contexte des relations entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique, et la première de trois études de l'Institut dans ce domaine (voir par. 64 ci-après).

26. Les décisions de s'entendre sur des mesures de désarmement et de limitation des armements dépendent d'hypothèses spécifiques concernant l'attitude future des partenaires, de même que la réticence à s'engager ou le refus de se lancer dans un processus de ce type. Cette étude, faite par le Pr Daniel Frei explore les perspectives qui s'offrent en matière de désarmement et analyse ce que les gouvernements pensent des buts, motifs, capacités et intentions de leur adversaire. Le but en est d'offrir une vue d'ensemble honnête des hypothèses et vues de l'Union soviétique et des Etats-Unis. Elle constitue ainsi une contribution indispensable à la compréhension de l'évolution de la question des armements soviétiques et américains et du désarmement. L'analyse se fonde sur des documents publiés et sur des entretiens avec de hautes personnalités à Moscou et à Washington.

27. L'étude permet de noter qu'une comparaison entre les vues des Etats-Unis et de l'Union soviétique révèle à la fois des similarités et des contrastes frappants. Par exemple, les deux côtés affirment qu'elles souhaitent que soient prises des mesures équitables et égales en vue du désarmement tout en accusant l'adversaire de vouloir obtenir des avantages et de la supériorité unilatéralement.

28. Cette image - la même, mais inversée - qu'ont les deux parties peut en partie s'expliquer par des facteurs psychologiques qui déterminent la façon dont les choses sont perçues au sein des groupes humains. Mais, malheureusement, elle est également le reflet d'un conflit réel et elles ont pour origine des convictions fondamentalement irréconciliables reposant elles-mêmes sur des convictions politiques et philosophiques profondément ancrées.

29. Pour ce qui est des possibilités de changer et d'améliorer les perceptions, l'étude indique que les idées hostiles, dans la mesure où elles ont pour origine directe des convictions fondamentales ne peuvent être ni rectifiées ni simplement abandonnées. Elles reflètent une réelle divergence d'intérêts et, comme ce sont des convictions solides, elles continueront à faire obstacle au désarmement.

30. D'un autre côté, il existe des mécanismes de renforcement cognitif secondaires qui déterminent la perception et renforcent les attitudes hostiles. Ces mécanismes cognitifs ne favorisent guère les progrès en matière de désarmement car les points de vue hostiles que chaque partie a sur l'adversaire gênent et peuvent même empêcher les négociations. Mais ces mécanismes cognitifs secondaires sont susceptibles de se modifier et c'est là un domaine où il faut envisager des efforts concrets.

31. Toute conclusion pratique tirée de l'analyse des conceptions soviétique et américaine en matière de désarmement doit tenir compte du fait qu'il ne suffit pas de vouloir éliminer le conflit d'intérêts, qui est réel, pour que celui-ci disparaisse. L'hostilité et la différence de perception viennent, dans une très grande mesure, des contradictions irréconciliables entre les deux mondes. Il serait donc naïf d'espérer parvenir à l'harmonie et au désarmement en plaidant pour remplacer les "vues erronées" par des "vues réalistes". Malgré ces réserves, plusieurs conclusions pratiques ressortent de l'analyse : il ne faut pas méconnaître l'incompatibilité fondamentale existant entre les deux points de vue; celle-ci devrait aussi être mieux connue du public dans son ensemble, spécialement à l'Ouest; il convient d'encourager une plus grande empathie avec l'autre partie; il faut prendre conscience de la façon dont l'adversaire se sent menacé et pourquoi il se sent menacé; il faut pour cela utiliser la multitude de tribunes existant sur le désarmement; il faut augmenter le nombre de tribunes de négociations, bilatérales et multilatérales; il faut comprendre que la "dramaturgie" de la non-négociation fait partie du processus de négociation; il ne suffit pas de ressentir de l'empathie, il faut également le faire savoir à l'adversaire; il faudrait stimuler le même sentiment chez l'adversaire par certains gestes et paroles appropriés; il faudrait rendre aussi claires que possible les hypothèses de départ; établir des contacts entre experts militaires des deux parties; organiser des entretiens qui porteraient sur les conceptions que l'on a de l'adversaire, conceptions qui se trouvent dans les livres et manuels utilisés pour la formation militaire; concentrer les énergies intellectuelles sur des questions autres que l'incompatibilité fondamentale des points de vue; les deux parties ne devraient pas faire de proposition de désarmement allant à l'encontre des convictions fondamentales de l'adversaire; elles devraient être conscientes de leurs propres mécanismes cognitifs - qui sont à l'origine de leurs vues sur l'adversaire - examiner périodiquement le point de vue de l'adversaire et le comparer à d'autres vues; elles devraient prendre conscience de leurs propres actes et paroles qui peuvent déclencher des processus cognitifs indésirables dans la façon de raisonner de leur adversaire; la "marge de sécurité" cognitive dans l'hypothèse du pire devrait être réduite dans la mesure du tolérable; l'adversaire aurait moins tendance à se rapporter à l'hypothèse du pire si on levait quelque peu le voile du secret; il faudrait étudier et négocier des mesures propres à accroître la confiance et à atténuer les soupçons concernant des attitudes offensives conventionnelles (planification de type "guerre-éclair" et "droit de préemption" nucléaire); étant donné que les perceptions conflictuelles ont, en fin de compte, pour origine un conflit fondamental, il est impératif de trouver des méthodes politiques appropriées pour limiter et résoudre les conflits internationaux.

## 2. Etude d'ensemble des armes chimiques

32. A une époque où l'on s'intéresse aux détails, souvent techniques, des négociations qui se déroulent à la Conférence du désarmement sur une convention interdisant les armes chimiques, l'Institut a souvent reçu des demandes d'information de caractère plus général concernant ces armes. L'étude qui vient d'être terminée s'est basée sur ces besoins pour fournir une présentation courte mais relativement globale et à jour des armes chimiques.

33. Cette étude, établie par Ricardo Failé, traite des armes chimiques dans le contexte de la sécurité internationale, décrit les efforts faits pour interdire les armes chimiques, à commencer par le Protocole de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, son interprétation par les différents Etats parties et son importance pour que des progrès soient réalisés en vue d'une interdiction globale du stockage, de la production et de l'utilisation des armes chimiques. Différents types d'armes chimiques sont passés en revue, leurs effets décrits et les conséquences des nouvelles techniques dans ce domaine mentionnées. On y examine également les questions concernant la prolifération des armes chimiques et ses incidences.

34. On y étudie aussi l'utilisation des armes chimiques et le droit de la guerre, en se fondant sur l'analyse des différents cas où l'on a eu recours à des armes chimiques. On y présente en outre les questions relatives au contrôle et à la limitation ainsi que les propositions et les initiatives les plus récentes de la Conférence du désarmement.

35. Cette étude - qui constitue une source globale de référence - est destinée à tous ceux qu'intéressent d'une façon ou d'une autre les efforts entrepris pour interdire les armes chimiques.

3. L'effet stratégique et politique des nouvelles techniques  
dans le domaine des armements classiques

36. Ces dernières années ont été caractérisées par des progrès techniques importants dans le domaine des armes classiques, qui ont amené la production d'armes sophistiquées telles que les munitions guidées avec précision, les vecteurs téléguidés, etc. Les incidences stratégiques et politiques de ces progrès se sont déjà fait sentir et ont débouché sur l'élaboration de nouvelles doctrines militaires et de stratégie politique.

37. Cette étude de l'Institut, élaborée par Yves Boyer, traite des nombreux problèmes liés aux nouvelles techniques dans le domaine des armes classiques récentes. L'une des principales questions soulevées par l'étude est la possibilité que les nouvelles armes dites "intelligentes" soient capables dans l'avenir de relever considérablement le seuil nucléaire.

38. Cette idée a déjà été avancée et a donné lieu à maints débats. L'étude ne se concentre pas sur les aspects purement militaires et stratégiques de cette doctrine, mais l'analyse du point de vue des incidences éventuelles pour la limitation des armements en Europe.

39. On souligne dans cette étude que les armes "intelligentes" sont coûteuses et que tous les Etats ne peuvent pas se permettre d'en posséder. Ce problème touche principalement les pays en développement, où la distinction entre ceux qui sont en mesure de disposer de ces armes et ceux qui ne le sont pas a des conséquences pour la sécurité régionale.

40. La conclusion est qu'il serait dangereusement irréaliste de penser que ces nouvelles techniques permettront aux principaux blocs militaires de résoudre leurs problèmes par des moyens militaires.

4. Etude sur les réductions négociées des armements nucléaires

41. Le Conseil consultatif du Secrétaire général pour les études sur le désarmement a demandé à l'Institut en décembre 1983 de réaliser une étude sur les possibilités de négocier des réductions et des limitations des différentes catégories d'armes nucléaires stratégiques intercontinentales, notamment la possibilité d'engager des négociations à la fois sur les deux catégories d'armes nucléaires, et les conditions y afférentes.

42. Une étude sur le sujet a été établie à la demande de l'Institut par le Pr Curt Gasteyger qui a retracé l'origine de l'impasse où se trouvent les négociations bilatérales soviéto-américaines et a présenté les différentes possibilités concernant la reprise de ces négociations, telles qu'elles ont été formulées par des responsables ou dans les milieux universitaires.

43. L'Institut a réuni un groupe d'experts siégeant à titre individuel pour débattre de ces problèmes de désarmement nucléaire. Ce groupe comprenait MM. Rolf Berg, Evghny Bougrov, Yves Boyer, Curt Gasteyger, Milhjan Komatina, Maynard Glitman, Hans Martzki et Friedrich Ruth. Cette réunion a eu lieu au Palais des Nations à Genève les 16 et 17 avril 1984.

44. L'étude faite par le Pr Gasteyger et les conclusions tirées par le Directeur de l'Institut suite aux discussions du groupe ont été présentées au Conseil consultatif lors de sa réunion au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 30 avril au 4 mai 1984.

5. Questions conceptuelles concernant la sécurité européenne, la limitation des armements et les mesures destinées à accroître la confiance

45. Cette étude fait partie des activités de l'Institut dans le domaine du désarmement régional et traite des perspectives de limitation des armements en Europe. Elle a été présentée aux membres du Conseil suite aux discussions que celui-ci a eues lors de sa session de décembre 1983 sur la question des pourparlers bilatéraux Etats-Unis/Union soviétique sur les armes nucléaires. Elle fait l'historique des négociations START et FNI, souligne les points de désaccord entre les différentes parties et les possibilités de progrès. Elle examine également les perspectives de réduction mutuelle des forces et les mesures propres à accroître la confiance, et retrace les négociations à ce sujet. L'étude se base sur les documents officiels et un examen des publications actuelles.

46. Le but de cette étude est d'essayer de comprendre les forces sous-jacentes qui ont provoqué la situation actuelle et son auteur, Marek Thee, examine les relations entre la dissuasion, la stabilité et la sécurité. Il conclut que le débat sur la sécurité européenne ne doit pas seulement servir à recenser les armes déployées mais plutôt permettre de mieux comprendre les structures profondes de la course aux armements et de la situation difficile où se trouvent le monde en cet âge nucléaire. Il souligne le besoin de réexaminer la dynamique de la confrontation, tant dans le cadre matériel qu'au sein de la superstructure idéologique et doctrinaire. La sécurité européenne, de même que la réduction des armements sur une plus grande échelle, a besoin d'un changement fondamental dans les attitudes et le raisonnement, et d'une volonté politique suffisante pour changer de direction.

## 6. Le droit à la paix

47. Depuis plusieurs années maintenant, le droit à la paix est un sujet de discussions dans différents organes des Nations Unies, particulièrement ceux qui s'occupent des droits de l'homme. Le but de cette étude de l'Institut, élaborée par Nicolae Ecobescu, est de préparer le terrain pour que soient abordés de façon globale les problèmes du droit à la paix.

48. Le droit à la paix est considéré comme un droit collectif pour les Etats et les peuples, et aussi comme un droit de la personne humaine. Il appartient à la troisième génération des droits, au même titre que le droit au développement. Le droit à la paix est analysé dans le contexte des droits et devoirs fondamentaux des Etats et des droits des peuples d'un côté, et dans le contexte des droits de l'homme de l'autre.

## 7. La sécurité des Etats et la réduction des niveaux d'armements

49. Il s'agit d'un projet continu dont l'objectif est d'analyser les doctrines et concepts actuels de sécurité des différents pays et groupes de pays. Outre les études mentionnées dans le rapport antérieur du Directeur de l'Institut, une étude sur la politique en matière de sécurité de l'Autriche, réalisée par Hanspeter Neuhold et Heinz Vetschera, a été achevée cette année.

## 8. Colloque sur les armements affectant l'environnement

50. L'Institut, en coopération avec l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a organisé un colloque spécial sur les armements affectant l'environnement, qui s'est tenu au Palais des Nations à Genève du 24 au 27 avril 1984.

51. On comptait parmi les participants des experts techniques et juridiques de renommée internationale. Une attention toute particulière a été consacrée à la Convention de 1977 sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.

52. La session finale du colloque était ouverte aux membres des missions diplomatiques à Genève.

53. Les rapports présentés à ce colloque ont été publiés par le SIPRI dans un volume intitulé "Environmental Warfare - A Technical, Legal and Policy Appraisal".

## 9. La dénucléarisation des Balkans

54. Il s'agit d'un projet déjà ancien (voir A/38/475, par. 110 à 116) qui consistera en la préparation de documents présentant les positions des différents Etats concernés, à savoir la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Yougoslavie et la Turquie.

55. L'étude exposant le point de vue de la Roumanie sur la dénucléarisation des Balkans est terminée.

### III. ACTIVITES EN COURS

#### A. Limitation des utilisations militaires de l'espace extra-atmosphérique

56. La possibilité de voir la course aux armements s'étendre à l'espace extra-atmosphérique est devenue depuis peu un thème de réflexion à la fois des sphères officielles et des milieux scientifiques. Ce thème est également abordé par la Conférence du désarmement et, outre la présentation de leurs points de vue et de leurs positions, plusieurs délégations ont formulé des propositions concrètes.

57. La présente étude traitera des utilisations militaires de l'espace extra-atmosphérique et de leurs conséquences au regard du désarmement. Le projet a trois objectifs :

a) La présentation et description factuelle des activités de caractère militaire menées actuellement dans l'espace extra-atmosphérique et de la possibilité de nouvelles activités de même nature ainsi que de leurs potentialités, caractéristiques et limitations techniques;

b) L'étude des conséquences de ces utilisations militaires sur les efforts de désarmement;

c) L'étude de l'incidence des nouvelles activités militaires menées dans l'espace extra-atmosphérique sur le droit conventionnel, ainsi que des nouveaux domaines éventuels de réglementation et des obstacles aux négociations en la matière.

#### B. Droit international du désarmement

58. Le projet de l'Institut vise à élaborer un manuel sur le droit du désarmement, qui constituerait un ouvrage de référence de valeur scientifique et un outil de travail pratique destiné à tous ceux qui ont des responsabilités dans ce domaine ou qui sont intéressés par ces questions (fonctionnaires, universitaires, journalistes, étudiants, etc.). Il ne portera pas seulement sur le droit positif mais présentera aussi les thèses et les arguments qui ont été avancés à l'occasion des controverses suscitées par le droit international du désarmement. Cette étude sera axée principalement sur les dispositions des traités en vigueur concernant le désarmement et portera également sur les aspects relatifs au droit humanitaire et autres sources pertinentes du droit.

59. L'étude comprendra cinq parties. La première replacera le droit du désarmement dans le cadre général du droit international et définira le désarmement par rapport à d'autres concepts tels que la souveraineté, la sécurité, le développement et les droits de l'homme. La deuxième partie portera sur le droit conventionnel en ce qui concerne les différents types d'armes : armes nucléaires, armes chimiques et biologiques, armes radiologiques, armes classiques, etc. La troisième partie traitera de diverses zones : l'Antarctique, l'espace extra-atmosphérique, le fond des mers et des océans, les zones exemptes d'armes nucléaires et les zones de paix. La quatrième partie portera sur les mécanismes de

délibération et de négociation. La cinquième partie traitera des tendances qui se dégagent des travaux de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine, et en particulier du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la première consacrée au désarmement (résolution S-10/2).

### C. Non-prolifération des armes nucléaires

60. L'Institut prépare actuellement deux études sur cette question, à savoir :

a) Tendances et perspectives du régime de non-prolifération : cette étude analysera en détail le régime actuel de non-prolifération et ses différents éléments tels que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les traités régionaux comme le Traité de Tlatelolco, le régime de garanties de l'AIEA et d'autres mesures comme par exemple les restrictions à l'obtention de technologies et de matières nucléaires, les assurances en matière de sécurité et les "parapluies nucléaires". Elle passera en revue les dispositions du Traité sur la non-prolifération et des questions telles que l'élargissement possible du champ de ce traité et les moyens qui permettraient de le renforcer. Le système de garanties de l'AIEA sera étudié du point de vue des possibilités éventuelles d'utiliser les méthodes de l'Agence pour renforcer le régime de non-prolifération. Enfin, l'étude accordera l'attention voulue à la nécessité d'appliquer intégralement les dispositions du paragraphe 11 du préambule et de l'article VI du Traité;

b) Le commerce international des matières et techniques nucléaires et le régime de non-prolifération. Ce rapport examinera les pressions d'ordre commercial qui s'exercent sur le régime de la baisse actuelle d'activité de l'industrie nucléaire. S'il existe de nombreuses études sur les rapports entre la sécurité et la prolifération nucléaire, il n'en a été consacrée que très peu aux effets que l'évolution du commerce des matières et techniques nucléaires exerce sur le régime de non-prolifération. Les tendances de la mise au point et du commerce des techniques nucléaires montrent que, par suite du durcissement de la concurrence, les règles internationales régissant ce commerce ne sont pas toujours respectées. La connaissance des causes de cette évolution et de ses conséquences pour le régime de non-prolifération permettra de renforcer ce régime.

61. En résumé, cette seconde étude a) passera en revue les garanties appliquées aux ventes récentes de matières et techniques nucléaires; b) examinera le rôle des vendeurs, des acheteurs et du régime international de non-prolifération quand les ventes sont assorties de garanties négociées et quand aucun accord n'a pu être réalisé à cet égard; c) évaluera le régime de garanties de non-prolifération compte tenu de l'évolution récente du marché nucléaire; et d) formulera des propositions pour améliorer le régime de non-prolifération en fonction de cette évolution.

### D. Etude sur la vérification de l'application des traités

62. Trois études sont actuellement en cours à l'Institut sur les questions suivantes concernant la vérification de l'application des traités :

a) Vérification à l'aide de moyens sismologiques du respect de l'interdiction totale des essais souterrains d'armes nucléaires;

b) Vérification de l'application en Europe d'éventuels accords propres à accroître la confiance et d'accords de désarmement;

c) Analyse des positions adoptées par plusieurs pays, au sein d'une instance multilatérale de négociation sur les problèmes liés à la vérification.

#### E. Interdiction des essais d'armes nucléaires

63. Cette étude, essentiellement destinée à l'information, reposera sur les données disponibles et tiendra également compte des aspects du problème relatif à la non-prolifération.

#### F. Facteurs subjectifs du désarmement : perceptions, formation de concepts, styles du discours et implications

64. Comme il est indiqué ci-dessus, la première étude entreprise dans le cadre de ce projet et intitulée "Assumptions and Perceptions in Disarmament" est maintenant terminée. Les deux autres études prévues dans le cadre de ce projet portent sur les sujets suivants :

a) La formation de concepts : analyse comparative des principaux termes utilisés en anglais, chinois, français et russe dans le domaine des armements stratégiques. L'une des questions importantes qui se posent lors de l'analyse des doctrines stratégiques est de savoir dans quelle mesure le discours employé par les principales puissances recouvre les mêmes concepts. En effet, pour des raisons à la fois conceptuelles et linguistiques, la similarité apparente de certains concepts stratégiques peut en fait cacher des différences fondamentales, notamment dans le cas des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Certains termes clefs utilisés dans les doctrines stratégiques américaine, anglaise, chinoise, française et soviétique seront examinés du point de vue de leurs implications conceptuelles et linguistiques;

b) Les styles du discours : analyse des arguments présentés contre le désarmement. De nombreuses propositions avancées en faveur du désarmement sont souvent considérées comme "irréalistes", d'où la question de savoir quel sens on doit donner à ce terme. De même, les arguments critiques contre les propositions de désarmement méritent d'être étudiées de près. Pour cette étude, l'UNIDIR rassemblera et analysera les propositions présentées par l'Union soviétique et par les Etats-Unis ainsi que les réactions à ces propositions, et essaiera de faire la part entre les obstacles imaginaires et les obstacles réels à leur application.

#### G. Dépendance à l'égard des transferts d'armements

65. Le transfert d'armements entre pays producteurs et pays destinataires est un facteur important de la vie internationale. L'étude envisagée sera axée sur la dépendance des Etats à l'égard de leurs fournisseurs d'armements et sur la dépendance des fabricants à l'égard de leurs clients. L'interdépendance ne peut être totalement éliminée, mais une dépendance excessive ne sera très certainement pas considérée comme souhaitable. L'étude analysera la façon dont ce problème est perçu, ce qui permettra de mieux comprendre la nature de la dépendance inhérente aux transferts d'armements.



66. Une étude préliminaire est consacrée à différents types de rapports politiques entre Etats (fourniture d'armes, alliances et pactes militaires, etc.) et au degré de dépendance créé par une situation d'infériorité militaire. Elle contient de très nombreuses données tirées de publications existantes.

67. Cette étude est considérée comme une introduction générale à celle, beaucoup plus détaillée, qui est en cours sur la dépendance à l'égard des transferts d'armements. La structure de la dépendance et de l'interdépendance que l'étude révèle est particulièrement intéressante.

#### H. La sécurité des Etats et la réduction des stocks d'armes

68. Il s'agit d'un projet lancé il y a plusieurs années et auquel ont été incorporées deux nouvelles études portant sur les sujets suivants : a) la conception soviétique de la sécurité; et b) le concept de non-utilisation en premier de l'arme nucléaire.

#### I. Désarmement

69. Il s'agirait d'une analyse générale de la question du désarmement, définie dans le contexte général des relations internationales. L'analyse en présenterait les objectifs, les principes et les organismes intéressés et ferait le point des efforts déployés à cette fin, y compris par la création de mécanismes nationaux et internationaux de désarmement. Les discussions qui ont eu lieu au sein de l'Institut sur le premier projet de texte ont montré qu'une meilleure définition des concepts était nécessaire au préalable et il a en conséquence été décidé de poursuivre les travaux sur cette question.

#### J. Limitation des armements

70. Il s'agit d'une étude de la théorie et de la pratique de la limitation des armements et de ses rapports avec le désarmement. Cette étude entre dans le cadre du projet plus général sur le désarmement précédemment mentionné et a été lancée pour préciser certains des points qui seront traités au titre du désarmement.

#### K. Conférences/colloques/symposiums

71. Les préparatifs a) de la Conférence sur la sécurité et le désarmement en Europe et b) les colloques sur le désarmement, le développement et la sécurité en Afrique, se poursuivent en tenant compte des observations du Conseil d'administration.

#### L. Programme de bourses d'études

72. L'Institut a un programme de bourses d'études financé par le Gouvernement norvégien en vue de permettre à des universitaires des pays en développement d'effectuer à l'Institut des recherches sur le désarmement et les questions connexes de sécurité internationale. Des chercheurs originaires de l'Inde et de la République-Unie de Tanzanie effectuent actuellement des travaux à l'Institut dans le cadre de ce programme.

#### IV. RELATIONS EXTERIEURES

73. L'Institut établit et entretient des relations étroites avec d'autres organismes du système des Nations Unies intéressés par les questions de désarmement.

74. L'Institut est notamment en contact étroit avec le Département des affaires de désarmement, et des représentants de l'Institut ont participé à diverses manifestations organisées par le Département, en particulier la consultation interinstitutions sur le désarmement et le développement et les deux conférences régionales organisées à New Delhi du 22 au 26 août 1983 et à Leningrad du 11 au 15 juin 1984 dans le cadre de la Campagne mondiale pour le désarmement. L'Institut a demandé et obtenu la participation active du Département pour la réalisation de plusieurs études comme par exemple celles sur l'établissement d'un fonds international du désarmement pour le développement et sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

75. L'Institut travailla également en liaison étroite avec d'autres institutions et organismes du système tels que l'AIEA, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Université des Nations Unies, sur des projets d'intérêt commun.

76. Des consultations ont été organisées avec l'Organisation de l'unité africaine sur des projets comme l'application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (capacité nucléaire de l'Afrique du Sud) et la réunion d'une conférence/colloque à l'échelon régional sur le désarmement, le développement et la sécurité en Afrique.

77. Les rapports avec d'autres instituts de recherche continuent de se développer. Le colloque commun UNIDIR/SIPRI sur la guerre mésologique, organisé en coopération avec le PNUE et auquel ont également participé des membres de la communauté diplomatique de Genève, constitue une expérience positive.

78. Le personnel de l'Institut et des chercheurs participant au programme de l'UNIDIR ont pris la parole lors de conférences d'organisations non gouvernementales et devant des universitaires ou des représentants des médias sur des sujets relevant du domaine de compétence de l'Institut. Ils ont également écrit un certain nombre d'articles dans diverses publications spécialisées.

79. Des conférences de presse et des entretiens ont eu lieu à Genève, à New York et dans d'autres villes. En contribution à la Campagne mondiale pour le désarmement lancée par l'Organisation des Nations Unies, l'UNIDIR a préparé et publié, en coopération avec le Service d'information de l'Office des Nations Unies à Genève, un petit ouvrage intitulé "Guide des sources des Nations Unies et des autres sources d'information sur le désarmement et les questions connexes" et a diffusé largement certaines de ses publications destinées au grand public.

80. L'Institut est en contact avec des organisations non gouvernementales et avec les médias en vertu de son mandat qui lui fait obligation de fournir à la communauté internationale des données diversifiées et complètes sur les problèmes liés à la sécurité internationale, à la course aux armements et au désarmement.

/...

## V. CONCLUSIONS

81. Les activités de l'Institut découlent des résolutions adoptées par l'Assemblée générale et du programme approuvé par son Conseil d'administration.
82. Les deux rapports demandés par l'Assemblée générale, l'un sur la création d'un fonds international du désarmement pour le développement (A/39/229) et l'autre sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud (A/39/470) ont été établis et présentés à l'Assemblée.
83. Bien que disposant de très peu de moyens l'Institut a pu mener à bien plusieurs projets de recherche conformes à ses objectifs.
84. Des organisations régionales et des gouvernements se sont montrés intéressés par l'établissement de contacts et ont recherché l'appui de l'Institut pour leurs activités en matière de sécurité internationale et de désarmement.
85. Des efforts continus devront être déployés en vue de renforcer les moyens scientifiques de l'Institut.
86. Pour que l'Institut puisse s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées, il faudrait que ses statuts soient approuvés et qu'il soit assuré de disposer des moyens matériels nécessaires.

-----